

NOTE AU PUBLIC



DIALOGUE NATIONAL SUR LE SYSTEME POLITIQUE
Quête du consensus, délibérations collectives...






**Journée
du Dialogue
National**
Edition 2025


**Journée
du Dialogue
National**
Edition 2025



Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, Président de la République

« Des réformes pour la postérité... »

Le Chef de l'Etat, Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, a présidé, ce mercredi 28 mai 2025, la cérémonie d'ouverture de la journée du Dialogue national, « pour la deuxième fois depuis mon accession à la magistrature suprême ». La journée du Dialogue national, célébrée chaque année le 28 mai, a réuni cette année, au Centre international de conférence Abdou DIOUF de Diamniadio, toutes les forces vives de la Nation. Sur le thème générique du **Système politique**, elle lance ainsi le début des travaux de Commissions autour des grands axes : **Démocratie, libertés et droits humains, Processus électoral et Réformes institutionnelles**.

« L'implication de toutes les sensibilités de notre société, dans la gouvernance institutionnelle de l'État est une preuve de plus de la rupture systémique qui traverse aujourd'hui toute l'action publique », explique le Président de la République. Il souligne que sa conviction profonde est qu'au-delà des acteurs politiques, lorsqu'il s'agit de se projeter dans le temps long des réformes qui façonnent notre Système politique, toute la société a voix au chapitre. Pour le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE, il s'agit, par la quête du consensus et par les délibérations collectives, d'écrire, ensemble, des pages encore plus belles de notre récit politique national.

C'est d'autant plus pertinent que « l'expression "le Sénégal est un pays de dialogue" n'est pas le fruit du hasard. Nous la devons à un héritage consolidant de *pencoo* et de *diiso*, à une conscience politique mûrie par l'histoire et à une culture de la pondérance héritée de nos devanciers ».

C'est pourquoi, assure le Président de la République, « mon rôle en tant que garant de l'unité nationale est de tendre la main à toutes et à tous, pour rassurer, rassembler, apaiser et réconcilier afin de conforter la paix et la stabilité indispensables au développement économique de notre pays ».

Il rassure : « Le Gouvernement assumera la plénitude de sa mission. L'opposition sera respectée et exercera librement ses droits, dans le respect de la loi. »

Après avoir énoncé une liste de réformes pour la postérité, le Président Bassirou Diomaye Diakhar FAYE a invité tous les participants à un « sens des responsabilités afin d'arriver à des consensus forts et productifs ».



Dr Cheikh GUEYE,
Facilitateur général du Dialogue national

« Redessiner les contours de la démocratie, refonder un pacte républicain fort... »

A l'entame de son discours officiel, Dr Cheikh Guèye a tenu tout d'abord à exprimer sa sincère gratitude à Son Excellence, Monsieur le président de la République, pour la confiance qu'il a bien voulu placer en sa modeste personne en le désignant Facilitateur général du Dialogue national, un exercice démocratique d'une portée majeure. Selon lui, conscient de la mission exigeante qui lui est confiée, « ce dialogue n'est pas un simple événement : c'est un moment de refondation, ... Il s'agit d'un espace sacré de parole et d'écoute, un creuset où toutes les sensibilités se rencontrent pour penser ensemble l'avenir de notre République ».

Le Sénégal, un pays de dialogue

En rappelant le passé historique du pays, marqué par des échanges et concertations, pour justifier ce dialogue, le Facilitateur soutient que « le Sénégal est un peuple de dialogue, cela est ancré dans notre ADN collectif ». Il affirme que « ce processus n'appartient à aucun camp, ni politique, ni social, ni institutionnel. Il est l'affaire de tous : majorité, opposition, société civile, syndicats, jeunesses, femmes, diaspora, confessions religieuses, autorités traditionnelles, acteurs culturels, médias, etc. Il vise un seul objectif : servir l'intérêt supérieur du peuple sénégalais ».

Objectifs du dialogue

En ce qui concerne les objectifs définis par le dialogue, le Facilitateur a rappelé qu'il vise à :

- Évaluer de manière lucide les forces et les faiblesses de notre système politique, les convergences structurelles et les désaccords circonstanciels,
- Formuler des réformes structurantes et prospectives en faveur d'une démocratie plus participative et plus sincère, et d'un État de droit plus robuste,
- Renforcer considérablement la confiance des citoyens dans les institutions qui régissent et régulent le processus électoral.

Démarches adoptées

Dans une approche inclusive et participative permettant de recueillir les avis de divers acteurs, il a été question de « rencontrer et échanger avec les organisations de jeunes qui à Guédiawaye, mais également, les consultations régionales organisées dans les 14 régions du Sénégal, par la Plateforme des Acteurs Non Étatiques (PFANE), à travers l'initiative DISSO les SPACES de la twittosphère et surtout la plateforme JUBBANTI ont largement participé à ce dialogue », d'après Dr. GUEYE. Dans la même veine, « d'autres organisations de la société civile se sont également fiévreusement mobilisées pour apporter leurs contributions en produisant des propositions sur toutes les questions que ce dialogue va aborder. Les médias également n'ont pas été en reste », soutient-il.

Principes directeurs

Abordant les règles qui guideront les travaux dans un cadre propice à l'expression libre de toutes les voix et des productions de qualité, il a rappelé plusieurs principes fondamentaux :

- La transparence,
- L'inclusion,
- L'objectivité
- L'engagement.



Les attentes du peuple :

Le Facilitateur est revenu sur les attentes exprimées par le peuple :

- Des institutions stables, crédibles et équilibrées,
- Un système électoral transparent, fiable et consensuel, qui inspire confiance à tous les acteurs,
- Un cadre démocratique renforcé, garantissant les libertés fondamentales dans le respect des règles,
- Un système politique tourné vers l'avenir, capable d'anticiper les transformations majeures induites par le numérique, l'intelligence artificielle et les mutations géopolitiques,
- Une gouvernance plus proche des citoyens, plus équitable, plus éthique, plus efficace.

« Ce dialogue est un rendez-vous avec l'Histoire de notre pays, mais également de toute l'Afrique qui nous considère comme une locomotive démocratique historique et crédible. Ce que nous bâtissons ici et maintenant peut redessiner les contours de notre démocratie, lui insuffler un souffle nouveau, et refonder un pacte républicain fort, inclusif, résilient, capable de porter les aspirations de notre jeunesse et les rêves partagés de notre peuple ».

Le Facilitateur général a conclu ses propos par une invite aux acteurs à un engagement sincère, lucide, patriotique, en plaçant l'intérêt supérieur de la Nation au-dessus de toute autre considération, car la réussite du dialogue en dépend.

« Ce dialogue est venu à son heure... »

« Ce dialogue est venu à son heure, une année après l'exercice du Pouvoir suprême par vous-mêmes et par l'équipe qui vous seconde dans cette imminente mission. Le Président SENGHOR dont j'ai été l'élève, le disciple, définissait l'Etat moderne par trois (3) critères : les finances saines, une Administration organisée et une Justice indépendante.



Les finances saines sont nécessairement des ressources internes et des ressources externes bien gérées, dans la transparence et de manière juste.

Une **Administration organisée**, c'est une organisation du développement qui permet un contact direct entre les administrateurs et les populations sous le contrôle, sous l'autorité et à travers des synthèses qui sont faites régulièrement de manière que les outils du développement soient utilisés au mieux qu'il est possible de manière à atteindre les populations dans leur recherche de bien-être, de santé, de salubrité, de sécurité et de rêve. Puisque sans le rêve, il n'y a pas de possibilité pour l'être humain d'améliorer sa situation, ni ses conditions de vie. La **Justice indépendante** est la justice rendue au nom du Peuple, pour le Peuple et par le Peuple.

Ensemble, la main dans la main, avec les trois références que vous donnez souvent dans vos

allocutions, Monsieur le Président de la République, c'est-à-dire la tolérance, la vision partagée, la solidarité et la volonté d'aller de l'avant par le partage des cœurs et des idées, des initiatives et des projets, et aussi par cette volonté commune de vivre ensemble dans un commun vouloir qui permette à chaque citoyen de bénéficier des droits et obligations qui sont les siens, mais surtout que chaque population soit conscient de ses devoirs, de ses obligations vis-à-vis de la communauté, respecter la loi, se soumettre à la loi pour qu'ensemble tout le monde bénéficie justement des efforts et des résultats de ces efforts en matière de développement. »

Moustapha NIASSE,

Ancien Président de l'Assemblée nationale

Amadou BA,

Ancien Premier ministre

« Nous appelons à un Pacte national de pacification politique »

« Je salue l'initiative du Dialogue national. Malgré les turbulences, elle est un geste d'ouverture à magnifier. Nous, opposition républicaine, y prenons part, non par naïveté mais par fidélité à nos principes, par foi en l'avenir et par amour pour notre patrie. Oui, le climat est tendu ! oui, il y a des arrestations et les restrictions des libertés interpellent ! Justement, plus le contexte est difficile, plus le dialogue devient une nécessité. Refuser de dialoguer, c'est entrer dans l'impasse, y prendre part, c'est assumer sa part de responsabilité devant la Nation.

Ce Dialogue s'organise autour de trois axes que nous partageons. Le premier est celui des **Libertés publiques**. Mais que vaut une démocratie où on arrête des opposants, où des journalistes et des chroniqueurs sont convoqués et parfois détenus pour avoir fait leur travail ?

« La Haute Cour de Justice doit être réformée »

Nous appelons à un Pacte national de pacification politique fondé sur la libération des détenus politiques, l'indépendance des médias et des procédures judiciaires perçues comme justes et impartiales.

Le deuxième axe porte sur Le système électoral. Donnons réalité au Statut de l'Opposition et de son Chef. Donnons à la CENA les moyens et l'indépendance qui s'imposent et arrivons à l'inscription automatique des jeunes au fichier électoral. Nous estimons qu'une telle réforme aux implications profondes doivent faire l'objet de consensus fort.

Enfin, le troisième axe porte sur la **Refonte institutionnelle**. Il est temps de rendre nos institutions plus légitimes. Cela suppose de renforcer une proportionnelle dans l'élection des députés et/ou d'introduire un second tour dans le scrutin majoritaire.

De même, la Haute Cour de Justice doit être réformée : sa composition aujourd'hui alignée sur la majorité parlementaire, ne garantit pas l'impartialité attendue. Au demeurant, n'oublions pas que c'est notre système démocratique actuel qui a permis les grandes alternances de notre histoire. Il a porté au Pouvoir les

gouvernants d'hier, comme il a permis l'accession du Pouvoir actuel. C'est un héritage précieux, fruit des luttes, des réformes, des sacrifices consentis au fil des décennies. Que l'on soit du Pouvoir ou de l'Opposition, nous devons ensemble préserver cet acquis.

« Au-delà des questions politiques, l'enjeu central reste l'Economie »

Mais au-delà des questions politiques, l'enjeu central reste l'Economie. C'est pour cela que j'avais souhaité et proposé l'inscription de cette question à l'ordre du jour du présent dialogue. J'espère et souhaite vivement une mobilisation de tous les acteurs autour de ce sujet. Le Sénégal fait actuellement face à des pertes d'emplois, à une dette croissante et à une situation budgétaire préoccupante, sur fond de vulnérabilité externe. On peut ne pas s'entendre sur les causes, mais il faut qu'on s'accorde sur des solutions. Ainsi, le nouveau référentiel stratégique de l'action publique doit être mieux partagé, pour améliorer sa mise en œuvre.

De même, un **Pacte national pour l'emploi productif** qui mobilise tous les acteurs autour des secteurs à fort potentiel serait opportun. Enfin, **la réforme de la politique budgétaire** me semble nécessaire et urgente. Elle ne peut plus attendre, il y va de notre souveraineté. Toutes ces questions pourront faire l'objet d'échanges ultérieurs.

« Aucun levier de relance ne fonctionnera dans un climat d'instabilité politique et social, au surplus dans un environnement international instable »

Toutefois, permettez-moi de faire noter qu'aucun levier de relance ne fonctionnera dans un climat d'instabilité politique et social, au surplus dans un environnement international instable. Le Sénégal ne peut plus agir par séquences. Il n'a plus le luxe du temps long : tout doit être engagé en même temps. Cela exige une administration remobilisée et prête à se dépasser. L'adhésion de la grande majorité de la population est indispensable. Il faut parler à l'âme de la Nation, consolider le lien social, apaiser les tensions. Il faut qu'on se parle en toute sincérité.

Et, sur le plan international, nous devons renforcer nos partenariats dans un esprit de dignité, de confiance et d'efficacité. Sur le plan social, la signature du Pacte de stabilité a été un pas important. Allons plus loin : une conférence sociale nationale pourrait favoriser la création massive d'emplois.

Enfin, je terminerai par la reddition des comptes. Aujourd'hui, nous traversons une séquence marquée par des révélations : audits publiés, erreurs exposées, pratiques dénoncées. L'histoire récente nous montre que ces vagues émotionnelles sont cycliques : à chaque alternance, les mêmes scandales, les mêmes sanctions, puis l'oubli. Et on recommence.

Tirant les leçons, nous devons engager des réformes pour mieux protéger le patrimoine de l'État, au-delà des régimes et des contingences politiques.

Je rêve d'un Sénégal où l'Opposition est écoutée, pas écartée. Où le débat est loyal, pas agressif. Où la critique est utile, pas criminalisée.

Le Sénégal a besoin de nous tous : majorité, opposition, société civile, forces vives. C'est ensemble que nous pouvons bâtir un avenir de stabilité, de progrès et de dignité. »

Aminata Mbengue NDIAYE,
Secrétaire générale du Parti socialiste (PS)

« S'inspirer du Président DIOUF en 1992... »

« Pour nous, disciples du Président Léopold Sédar SENGHOR, chantre de la Négritude et du dialogue, notre participation à ces Assises ne relève pas du hasard, mais traduit notre ancrage dans nos traditions de concertations permanentes sur tous les sujets d'intérêt commun.

Le Président Abdou DIOUF, recevant le Code électoral consensuel de 1992, l'a immédiatement adopté en déclarant : « Je ne changerai même pas une virgule du travail qui a été accompli. » Cette loi organique, qui a été adoptée en accord avec les partis politiques, sous le regard de la Société civile, a permis d'obtenir de grandes avancées dans le fonctionnement du système électoral sénégalais et du



développement démocratique de notre pays. Le dialogue a toujours été une panacée pour les différents régimes qui se sont succédé au Pouvoir au Sénégal. Depuis 1992, le Code électoral a subi de nombreuses modifications, notamment pour s'adapter aux nouvelles réalités politiques et sociétales du pays. En vous inspirant de cette posture du Président Abdou DIOUF au terme de nos travaux sur tous les points de convergence, vous aurez inscrit votre nom au Panthéon de l'histoire des dialogues politique du Sénégal.

Je voudrais vous assurer que le Parti socialiste restera toujours chevillé à son attachement profond aux intérêts majeurs de notre pays qui, seuls, motivent notre démarche. »

Khalifa Ababacar SALL,
Président de Taxawu Sénégal

« Le dialogue est la meilleure forme de gestion des affaires publiques »



« C'est un moment historique pour notre pays, pour notre démocratie et pour notre République. L'Opposition sénégalaise est venue participer à ce rassemblement parce que nous sommes convaincus que le dialogue est la meilleure forme de gestion des affaires publiques. Nous sommes des disciples de Senghor, nous croyons au dialogue qui est un banquet du donner et du recevoir. C'est pour cette raison que nous sommes venus pour faire en sorte qu'au sortir de nos échanges et de nos assises, que nous parvenions à un Sénégal mieux dirigé, plus réconcilié. Nous avons répondu favorablement au dialogue comme une invite pour que le Sénégal puisse changer durablement. Toutefois, le contexte est difficile

pour l'Opposition. Les arrestations, les interpellations ne sont pas des méthodes qui permettent une gouvernance apaisée.

Aux côtés du Jub, Jubal et Jubbanti, il faudra y ajouter un Jubboo sincère et permanent. Cela permettra de dépasser les clivages, de pacifier les rapports, d'aller vers des réformes pour une gouvernance apaisée et efficace.

Cependant, le dialogue ne devrait pas être que politique. Il doit porter sur les préoccupations des Sénégalais c'est-à-dire sur les questions sociales et économiques pour que les populations puissent traverser les difficultés qu'elles vivent en ce moment. Il est indéniable que ce pays a des problèmes. Il nous faut trouver des solutions viables.



Philippe TINE,

Président du Conseil national du Laïcat

« L'Église catholique est artisan de toutes formes de dialogue qui construisent des ponts entre les hommes »

« Pour nous, communauté catholique, cette mission, loin d'être une simple aventure, tire sa substance dans le message de l'Évangile qui nous engage à être celle de la terre et lumière

du monde. La profondeur et la gravité de ce mandat missionnaire trouvent un écho dans la constitution pastorale sur l'Église dans le monde.

En cette solennelle occasion, il me plaît de rappeler, comme lors des précédents Dialogues de 2023 et de 2024, que l'Église catholique est artisan et partisane de toutes formes de dialogue qui construisent des ponts entre les hommes. Oui, nous avons dit artisan et partisan du dialogue, mais un dialogue sincère, un dialogue transparent, et sans calcul politique. Un dialogue fondé sur la vérité, qui seule peut véritablement libérer et moralement armer notre digne peuple, et nous permettre de rêver ensemble, encore et toujours ensemble, dans un Sénégal prospère, à tout point de vue.

Comment ne pas relever que ce dialogue s'instaure dans un contexte où notre pays bruit du vacarme et des tintamarres de la haine de l'autre, des querelles partisans et du piétinement des valeurs ancestrales de « Worma », de « Sutura », ou encore de « Kersa ».

Anta Babacar NGOM,
Députée, Présidente du mouvement ARC

« Nous appelons à une justice véritablement indépendante, équitable et impartiale »

« Si nous sommes réunis ici, ce n'est ni pour meubler l'agenda républicain ni pour prêter à une mise en scène institutionnelle. Nous sommes venus répondre par conviction, et nous sommes venus répondre par devoir. Parce que l'écoute, la consultation, et le respect de la vérité sont au cœur de notre ADN politique. Nous devons collectivement respecter l'intelligence des Sénégalais qui n'en peuvent plus des combines politiques, des promesses sans lendemain et des stratégies de diversion. Nous espérons vivement que l'esprit de ce dialogue ne sera pas dévoyé.

Les Sénégalais, dans leur diversité, se sont mis ensemble pour vous élire avec un score sans ambiguïté. La plus belle manière d'honorer ce choix est de rassembler et de réconcilier le Peuple autour de l'essentiel. C'est pourquoi nous attendons de ce dialogue un engagement sincère des autorités à tous les niveaux.

Il est temps de changer de ton et d'abandonner les discours agressifs. La parole publique doit retrouver sa dignité. Le débat politique doit être assaini, purgé des injures et des insanités qui n'y ont pas leur place. Chaque partie doit



assumer la responsabilité de maîtriser ses militants. A défaut, la Justice devra jouer son rôle dans toute sa rigueur.

Mais nous appelons à une Justice véritablement indépendante, équitable et impartiale.

Nous soutenons, sans réserve, le principe de la reddition des comptes. Mais ce principe doit rester un exercice de justice, non un instrument de vengeance ou un levier de communication politique.

Il ne doit pas occulter l'essentiel : la précarité croissante, l'essoufflement économique, la jeunesse en quête d'avenir, les femmes en quête de reconnaissance, la diplomatie en recul, l'insécurité alimentaire, les périls qui menacent notre sécurité intérieure et notre défense.

Cela fait quatre longues années que notre pays est prisonnier de tensions politiques qui ont fini de fragiliser les bases de notre économie et détourner l'attention des Sénégalais des vraies priorités.



Baïdy AGNE,

Président du Conseil national du
Patronat (CNP)

**« Nos réflexions
et nos
engagements
pour construire
le Sénégal
devraient être
centrés sur
l'entreprise »**

« Lorsque la République appelle sa famille d'entrepreneurs pour renforcer l'union et la solidarité nationale, pour mobiliser les énergies dans leur diversité politique, sociale et économique autour de l'intérêt général et pour construire l'autoroute de notre souveraineté économique, du mieux-être et du mieux-vivre

des citoyens sénégalais, l'Entreprise qui aime le Sénégal, l'Entreprise qui entend investir davantage pour l'emploi des jeunes et contribuer à la réduction progressive de notre dépendance économique extérieure, cette entreprise-là répond à votre invitation au Dialogue national. Les attentes de l'Entreprise sont fortes.

Oui, ce jour est celui de la démocratie et de l'engagement, mais aussi celui de l'histoire, de l'espérance, de la foi et de la raison qui nous montrent les voies de l'unité nationale. Dans une République, il incombe à chaque acteur politique et socio-économique de jouer sa partition en toute responsabilité. La nôtre, celle de l'Entreprise, est d'investir, de créer des emplois et de contribuer substantiellement au budget de l'État.

Dans notre dialogue politique, notre dialogue social et notre dialogue public-privé, le droit au désaccord doit rester l'un des piliers fondamentaux de notre démocratie. Ne l'oublions pas.

Mais aussi, il nous appartient de veiller à ce que ce désaccord ne puisse être source de désunion et de haine de soi. Ne l'oublions jamais. Refusons un Sénégal abîmé de l'intérieur et défiguré à l'extérieur.

Aimer le Sénégal, c'est aimer l'Entreprise. Alors oui, que les acteurs politiques se parlent et apprécient leurs contributions positives au développement socio-économique de notre pays. Que les engagements du pacte national de stabilité sociale pour une croissance inclusive durable soient respectés.

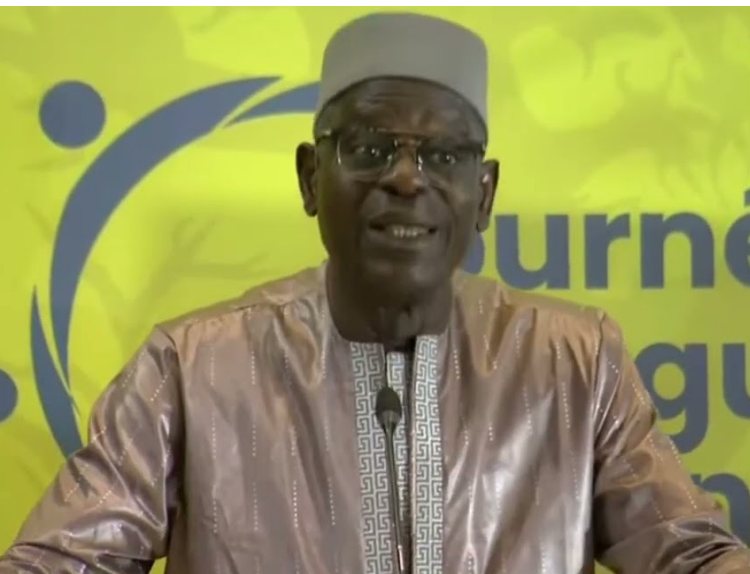
Et nous plaçons pour que les futurs textes issus de ce dialogue soient aussi assortis de ce que j'appelle un **pacte de stabilité républicaine**.

S'il y a bien une certitude que nous partageons tous, c'est bien celle qui rappelle qu'il y a du progrès social et de croissance économique de par l'engagement des hommes. Nous savons tous que toute division sociétale profonde est un réel handicap.

Et quand j'écoute le Gouvernement, il entend faire de son secteur privé national le bras armé de sa souveraineté économique. Et ceci est consigné dans l'Agenda national de Transformation Sénégal 2050. Quand j'écoute l'Opposition, il plaide pour un État stratège qui soutient davantage son secteur privé national. Ainsi, il y a un dénominateur commun entre le pouvoir et l'opposition. C'est ce renforcement de son secteur privé national. Alors, si nous

prenons le temps de nous écouter et de nous comprendre, nos réflexions et nos engagements pour construire le Sénégal devraient être centrés sur l'entreprise. Notre pays est cette grande nation consumériste politique avant, pendant et après toute élection.

N'est-il pas temps de regrouper toutes ces élections présidentielles, législatives et les locales ? Au nom du secteur privé, je réaffirme notre engagement à accompagner l'État et les forces politiques dans la consolidation démocratique. Car il ne peut y avoir d'économie forte sans institutions stables, tout comme il ne peut y avoir de démocratie prospère sans secteur privé dynamique. »



Cheikh DIOP,

Représentant des Centrales Syndicales

« La revendication est un facteur de progrès social »

« Tous les programmes politiques qu'on propose au Peuple pour lui demander le choix des dirigeants politiques expriment la même volonté de développer le pays, de régler la demande sociale. Mais ce qui fait la différence, c'est la mise en œuvre de ces programmes qui conduit à la réussite. La raison d'être du mouvement syndical, c'est dialoguer, écouter, négocier, parvenir à des solutions, régler la demande sociale. C'est la raison pour laquelle le mouvement syndical se retrouve particulièrement dans ce

genre de rencontres. Je voudrais rappeler que les organisations syndicales sont apolitiques. Cela veut dire tout simplement que nous ne participons pas en tant que force organisée, en tant que force vive dans le choix des hommes qui doivent diriger le pays.

Mais pour autant, deux éléments intéressent le mouvement syndical au plus haut niveau. Il s'agit des politiques publiques qui sont élaborées par ceux-là qui ont été choisies. Mais également du comportement de nos dirigeants à l'égard du Peuple.

Les organisations syndicales contribuent à la stabilité, contribuent à la recherche de solutions. Les revendications que nous portons, si elles sont écoutées, bien comprises, interprétées, peuvent contribuer à la stabilité et à une bonne orientation des politiques publiques. C'est la raison pour laquelle nous disons que la revendication est un facteur de progrès social et non un moyen de chantage syndical.

Nous voulons que la classe politique perçoive la revendication comme un facteur de progrès social. Nous voulons que la classe politique perçoive les Cahiers de doléances que nous déposons comme étant un recueil des données pour orienter les politiques publiques. Je voudrais rappeler, pour terminer, que les revendications des années 2000, les Cahiers de doléances des années 2000, pointent en bonne place la mobilité urbaine et rurale. »



Nafissatou DIALLO,
Représentante du Parti démocratique sénégalais (PDS)

« L'avenir du Sénégal se bâtit dans l'échange, l'écoute et le respect mutuel »

« Je prends la parole au nom du Parti démocratique sénégalais (PDS) pour saluer l'organisation du Dialogue national, et surtout pour réaffirmer l'attachement constant de notre parti à la concertation, au consensus et à la recherche de solutions partagées. Le PDS a toujours placé le dialogue au cœur de son

action politique. Nous avons participé à toutes les grandes séquences de concertation depuis plus de cinq décennies, parce que nous croyons que l'avenir du Sénégal se bâtit dans l'échange, l'écoute et le respect mutuel.

Aujourd'hui, nous saluons l'institutionnalisation de cette rencontre, mais nous tenons à soutenir une exigence de fond. Dialoguer n'a de sens que si cela conduit à la paix durable du climat politique et social. Il faut donc que ce dialogue dépasse les salles de conférence pour s'imprimer dans nos pratiques politiques quotidiennes.

Nous devons réapprendre à nous parler avec respect, mesure et sens de l'intérêt général, y compris en dehors des périodes de crise. Une Nation qui se parle dans l'invective ne peut faire face aux grands défis qui l'attendent.

Justement, les défis sont nombreux, le contexte économique est extrêmement préoccupant. Le Sénégal connaît un endettement préoccupant, une croissance ralentie, une pression fiscale insoutenable et une jeunesse de plus en plus désabusée. C'est pourquoi le PDS propose qu'un dialogue sur notre économie se tienne dans les meilleurs délais.

Nous devons discuter des leviers économiques

de relance, du soutien au secteur privé national, de la politique fiscale, de l'emploi des jeunes et de la compétitivité de notre économie. Par ailleurs, nous appelons à la mise en œuvre urgente des conclusions issues des assises de la Justice.

La Justice est le socle de l'État de droit. Trop de Sénégalais doutent de son impartialité. Trop de justiciables attendent un traitement équitable. Le Dialogue national ne peut ignorer cette attente forte. Il ne s'agit pas de discuter pour la forme. Il faut agir avec méthode, calendrier et volonté politique. »



Cheikh Tidiane YOUN,

Député, Parti de l'Unité du
Rassemblement (PUR)

**« Le dialogue est le ciment
de la démocratie »**

« Depuis 2021, le Sénégal a traversé de dures épreuves. Les Sénégalais sont fatigués, nos concitoyens sont meurtris. Je ne dirai pas que tout est à cause des politiques, mais une grande partie.

Au vu du contexte, au vu de ce passage, les politiques ne doivent pas faire l'économie de se poser pour dialoguer. Le dialogue, c'est une reconnaissance que la vérité n'est pas monolithique. Elle peut se retrouver dans les nuances et les convergences de points de vue. Le dialogue est le ciment de la démocratie. C'est le moteur de l'innovation et de l'efficacité politique. Aucune solution n'est parfaite en vase clos, donc nous n'avons pas le droit de ne pas dialoguer par rapport au contexte, par

rapport aux difficultés que traversent notre pays. Le Sénégal est un pays où nous avons la chance d'avoir des guides religieux, dont certains ne sont plus de ce monde, qui ont posé les bases d'une cohésion sociale.

Cheikh Seydi El Hadji Malick SY (RTA), Cheikh Ahmadou Bamba Khadim Rassoul, Seydina Limamoulaye de même que tous les autres... Donc cette chance que le Sénégal a, les politiques ne devraient pas la remettre en cause. Le dialogue est venu à son heure. Il faudrait qu'il soit un dialogue authentique, un dialogue transparent, un dialogue sincère. Ce qui doit en découler, aboutissant à un consensus nous devons de l'appliquer pour l'intérêt de la population. »



Talla SYLLA,

Alliance pour le Progrès et la Justice /Jëf Jël

« Construisons ensemble ce pays »

« Le Sénégal nous appartient. Nous le partageons. Nous devons le construire ensemble. C'est la raison pour laquelle nous devons discuter afin de trouver un terrain d'entente durable. La nuit tombée, lorsqu'on n'a pas la paix, on perd le sommeil.

Ce qu'on doit poser comme premier élément de rupture, puisqu'on doit parler de dialogue de rupture et non rupture du dialogue, c'est l'élimination de la haine dans nos rapports. Ce n'est pas parce que nous ne partageons pas les mêmes convictions que l'on doit se détester.

Ce sur quoi nous devons dialoguer, au sein des Commissions, nous devons y insérer quelque

chose de solide afin d'éliminer toutes barrières constituant nos désaccords. J'en profite pour remercier nos aînés ici présents comme le Président Moustapha NDIASS et la Présidente Aminata Mbengue NDIAYE. Merci d'avoir pensé à nous ! Il faut tenir une rencontre annuelle afin que chaque Commission explique en détails l'avancement de la mission qui lui a été confiée. »

« Le choix du Dr Cheikh GUEYE est une marque de confiance à la Société civile »

Nafissatou DIOP,
Présidente du Réseau Siggil Jigéen



Madame Nafissatou DIOP a axé son intervention sur la place importante que le Président de la République, Bassirou Diomaye FAYE, accorde à la Société civile dans son action. Une attention que la désignation du Dr Cheikh GUEYE comme Facilitateur général du Dialogue national, après le choix du Pr Babacar GUÈYE comme Facilitateur des Assises de la Justice de 2024, illustre à suffisance. «La Société civile sénégalaise est un acteur responsable de la démocratie. C'est une partie prenante consciente de ses responsabilités. C'est pourquoi, depuis 1999, nous nous sommes constitués en consortium pour agir dans le sens du renforcement de la démocratie sénégalaise », a déclaré Mme Nafissatou DIOP. Elle ajoute : « En tant qu'acteurs de développement, nous avons un devoir d'accompagnement du Peuple sénégalais, mais aussi des institutions sénégalaises pour l'approfondissement de la démocratie. »



Déthié FALL,
Président du Parti républicain
pour le Progrès (PRP)

**« Le Président a érigé
le dialogue au cœur
de ses priorités »**

Leader du Parti républicain pour le Progrès (PRP), Déthié FALL a relevé la priorité que constitue le dialogue dans l'action du Président de la République, Bassirou Diomaye FAYE. Les Assises de la Justice tenues en 2024 et, aujourd'hui, le dialogue sur le système politique en sont, à son avis, des illustrations parfaites. Aussi, a-t-il ajouté, le Premier ministre, depuis l'installation de l'Assemblée nationale, a multiplié les passages devant la

représentation nationale.

« L'exception sénégalaise » sur le continent africain reste l'autre point abordé par M. FALL dans son discours. Une réalité que la rencontre tenue à Diamniadio ce mercredi 28 mai ne fait que confirmer. Il magnifie la profondeur de la tradition démocratique du Sénégal. « Depuis 1848, nous votons dans ce pays », a-t-il d'emblée souligné.



Alioune TINE,
Président Africajom Center

« L'effondrement de l'Etat social est la source des graves crises que nous vivons... »

« Ce moment, pour nous, c'est un moment historique. C'est un moment exceptionnel de communion entre les gouvernants et les gouvernés.

On ne peut pas améliorer la démocratie, sans renforcer la culture des droits de l'homme. Sans respecter les droits humains et les libertés fondamentales.

Repenser l'architecture institutionnelle en révisant l'hyper présidentielisme sénégalais, en instaurant un jeu d'équilibre des Pouvoirs. Créer un équilibre et une harmonie entre l'Etat de droit et l'Etat social. L'effondrement de l'Etat social est la source des graves crises que nous vivons. Construire un Etat impartial. Notre problème, c'est cette espèce de l'Etat permanent depuis l'indépendance. »



Mansour SY Djamil,
Président de BES DU NAKK

« Revisiter les conclusions des Assises nationales »

« Je voudrais qu'on dépoussière les conclusions des Assises nationales. Nous sommes des partisans du dialogue. Notre religion, l'Islam, nous demande de dialoguer. J'invite le Président de la République à prendre les décisions qui s'imposent, après le dépôt des conclusions du Dialogue. »

Aminata FALL NIANG,

Présidente de l'Association des Juristes sénégalaises (AJS)

« L'AJS salue la pertinence de l'organisation du dialogue qui relève d'une longue tradition de consultation dans notre pays.

Les organisations de femmes s'engagent à apporter leur contribution citoyenne à la consolidation de la démocratie au Sénégal et à la préservation de la stabilité institutionnelle de notre pays. »





Babacar FALL,

Président du GRADEC

« La Société civile s'est investie pour la réussite du dialogue »

« Ce dialogue intervient dans un moment où le pays a besoin de paix, de cohésion et de stabilité, afin de relever les défis économiques, sociaux et sécuritaires, dans un monde en pleine mutation », a déclaré Monsieur Babacar FALL, Président du GRADEC.

Selon M. FALL, la société civile s'est investie pour la réussite du dialogue initié par le Chef de l'Etat, à travers notamment les rencontres, la médiation et les démarches effectuées auprès des associations des jeunes, des femmes, etc.

Au chapitre des attentes de la société civile, Babacar FALL a relevé l'importance de mettre en œuvre les conclusions consensuelles qui seront issues des discussions. Il a appelé à tourner définitivement la page des contestations politiques, à refonder nos institutions, en faire des institutions véritablement démocratiques, la réconciliation et la concorde, etc. Il a également plaidé en faveur de la société civile, demandant notamment son institutionnalisation. Cela, afin de lui permettre de bénéficier du soutien de l'Etat. « La société intervient dans bien des domaines pour compléter l'action de l'Etat », a-t-il fait noter.

Monsieur Aly Ngouille NDIAYE



« Le dialogue est important mais pour qu'il soit meilleur, il faut qu'on soit tous véridiques »

Nous ne pouvons pas concevoir qu'en 2024 le ministre de l'intérieur et ses services empêchent un citoyen sénégalais qu'aucune justice n'a retenu, de sortir du pays. Ce n'est pas normal.

L'article 8 de la Constitution dispose que quiconque peut aller et venir où il veut du moment qu'il n'a pas de démêlés avec la Justice. L'article 9 dispose également que toute atteinte aux libertés et toute entrave volontaire à l'exercice d'une liberté sont punies par la loi. Donc nul n'a le droit d'empêcher une personne de sortir si la justice ne le retient pas.

L'article 11 de la Constitution dit clairement que créer un organe de presse ne nécessite aucune autorisation en termes simples. Nous avons récemment remarqué que votre ministre de la communication a censuré des organes de presse, ni la constitution, ni aucune loi d'ailleurs ne le lui permet.

Nous sommes tous d'accord pour la reddition des comptes, mais personne n'est d'accord pour un règlement de compte. Lors des changements effectués, nous avons remarqué l'installation à nouveau de la haute cour de Justice, bien que ce soit une juridiction que vous avez trouvée ici, de tous les tribunaux du Sénégal, elle a la pire performance. En plus de 60 ans, elle a jugé deux personnes et personne n'était d'accord suite au verdict. Et c'est ce même système qui règne depuis... Quant aux réformes des élections, il y a beaucoup de choses dont nous avons connaissance que nous remettrons aux commissions qui nous représentent. »



« C'est un appel de la République... »

Abdoulaye Daouda DIALLO,
Ancien Président du
Conseil économique,
social et environnemental
(CESE)

« Je suis venu honorer l'invitation qui m'a été faite. Je ne représente pas un parti politique. J'ai considéré que c'est un appel de la République. Les affaires de la République étant supérieures à toutes autres considérations, j'ai pensé normal de venir répondre.

En tant qu'ancien ministre de l'Intérieur, j'ai eu à conduire divers dialogues. Ce qui est important, c'est que ce sont ces dialogues qui ont eu à faire du Sénégal ce qu'il est aujourd'hui, sa

particularité. Ce sont ces dialogues qui ont permis les alternances que nous avons connues.

Je suggérerai tout simplement que les conclusions consensuelles qui vont sortir de cette rencontre puissent être matérialisées. Nous travaillons pour l'avenir et ce dialogue doit le régir. Il doit tout faire pour que ce pays continue d'être l'exception qu'il a toujours été. »



Aïda MBODJ,

Présidente de la Coalition Diomaye Président

« C'est par le dialogue que nous surmonterons les défis auxquels notre pays est confronté »

« **N**otre engagement commun pour le Sénégal nous réunit dans un esprit de dialogue et de concertation. Le Dialogue national, tel que voulu par le Président de la République, est une opportunité précieuse pour renforcer notre démocratie et consolider notre cohésion nationale. Il incarne notre volonté collective de bâtir un avenir où chaque citoyen trouve sa place, où la justice sociale et l'équité guident nos actions.

Nous saluons l'initiative du Gouvernement d'organiser cette concertation inclusive,

réunissant l'ensemble des forces vives de la Nation. C'est dans cet esprit que notre Coalition participe activement aux échanges avec la conviction que c'est par le dialogue que nous surmonterons les défis auxquels notre pays est confronté.

Nous tendons la main à toutes les composantes de la société sénégalaise. C'est dans le respect de nos différences et la recherche du consensus que nous construirons un Sénégal plus fort, plus juste et plus prospère. »



Mamadou Lamine DIALLO,

Président du mouvement Tekki

« Ce système doit être consolidé dans ses acquis démocratiques »

« Le développement, c'est avant tout une question de capital social. Une question d'institutions. L'Afrique, dit-on, est pauvre, alors qu'on sait qu'elle a des ressources naturelles, elle a un capital humain important aussi. Mais là où l'Afrique est faible, c'est au niveau de son capital social. Ce sont ses institutions.

Je trouve que ce dialogue est important. Il prend la forme de concertation sur des thèmes précis et une méthodologie bien définie. Alors, il est efficace.

Je salue l'Opposition qui a accepté de venir participer à ces discussions. Mais je dois dire que lorsqu'il y a des choses complexes et difficiles, il faut les séparer en éléments fins. On ne peut pas tout faire en même temps.

On ne peut pas, aujourd'hui, discuter des questions économiques. Il nous faut discuter du système politique.

Ce système politique doit être, évidemment, consolidé dans ses acquis démocratiques. On ne peut pas ne pas parler des partis politiques. On ne peut pas ne pas parler des coalitions politiques. On ne peut pas ne pas parler du financement des partis politiques. Du parrainage. Voilà les vrais problèmes que nous rencontrons dans notre système politique et dans notre système électoral. Il nous faut réussir la modernisation de notre système politique. Quant à la question du Chef de l'Opposition, il faut que les choses soient stables. »



« Nous dialoguons pour le Sénégal »

« Le Sénégal est un pays de dialogue. Bien évidemment, nous allons dialoguer. Mais pourquoi nous dialoguons ? Nous dialoguons pour le Sénégal. Si vous êtes d'accord que nous dialoguons pour le Sénégal, nous devons

dialoguer pour les Sénégalais. Et dialoguer pour les Sénégalais, c'est servir de manière exclusive les intérêts supérieurs de la Nation sénégalaise.

C'est la raison pour laquelle, M. le Président de la République, vos actions depuis le début de votre magistère nous rassurent, dans la trajectoire indiscutable des réformes à travers lesquelles vous ne ménagez aucun effort avec la majorité pour que le Sénégal constitue un îlot de paix, un îlot de démocratie et un îlot de développement.

Nous dialoguons pour le développement. Un développement inclusif au service de chaque Sénégalaise et de chaque Sénégalais. Nous espérons qu'au terme de ce dialogue, nous puissions construire les bases et les socles d'un développement économique et social harmonieux de notre pays. Le Sénégal est un grand pays. Nous avons un grand Peuple. »



Ayib DAFPE,

Président du Groupe parlementaire Pastef

« Ce dialogue nous permettra de consolider notre démocratie et notre État de droit »

« Nous avons le plaisir d'assister à ce Dialogue national. C'est un exercice qui nous permettra de consolider notre démocratie et notre État de droit.

Notre parti, le Pastef, ne peut qu'apprécier les efforts allant dans le sens de renforcer la démocratie. Notre expérience nous a permis de comprendre ce que peuvent être les conséquences d'une démocratie défailante. Plus de 80 morts et plus de 2000 prisonniers politiques ont été enregistrés sur la période 2021-2024. J'ai personnellement, en tant que mandataire, été confronté aux difficultés liées aux insuffisances de notre système politique.

Le dialogue, le Président de la République ne l'a pas démarré aujourd'hui. Dans cette même

salle, se sont tenues, en 2024, les Assises de la Justice. Au niveau sectoriel, votre Gouvernement, sous l'égide du Premier ministre Ousmane SONKO, organise des dialogues sur tous les sujets. Je peux citer, en guise d'exemple, les concertations sur l'Eau et l'Assainissement, l'Industrie et le Commerce, la Réforme du service public, les Transports, le New Deal Technologique, le Pacte national de stabilité sociale, etc.

Sur le système électoral, nombreux sont les aspects que nous pouvons parfaire. Il nous faut aller vers une refondation de notre système démocratique et de notre État de droit. Et le dialogue, de par son approche à la fois inclusive et participative, nous rassure. »



Seydi GASSAMA,
Directeur exécutif Amnesty Sénégal

« Une presse vibrante et plurielle est le reflet d'une bonne santé démocratique »

« Monsieur le Président de la République, ce dialogue est le deuxième que vous avez organisé après les Assises de la Justice. Cette volonté de dialoguer que vous semblez inscrire dans votre gouvernance est à saluer. Toutes les organisations des Droits humains saluent cette volonté de dialoguer en permanence avec les forces vives de la Nation. Ce dialogue n'aura de sens, n'aura d'impact sur la vie des citoyens sénégalais que s'il permet de mieux protéger les droits civils et politiques dans ce pays.

Tous les citoyens sénégalais jouissant de leurs droits civils et politiques ne peuvent pas voter lors des élections au Sénégal. Je parle de toutes les personnes privées de liberté, qui sont en détention préventive, qui n'ont pas été condamnées par les Cours et Tribunaux. Les élections sont organisées en ignorant totalement leur droit de vote.

Nous pensons également qu'aujourd'hui, la déchéance des droits civiques des citoyens doit être revue. Les droits civiques sont des droits fondamentaux. Déchoir un citoyen de ses droits civiques ne devait être prononcé que

par un juge et seulement pour les infractions les plus graves.

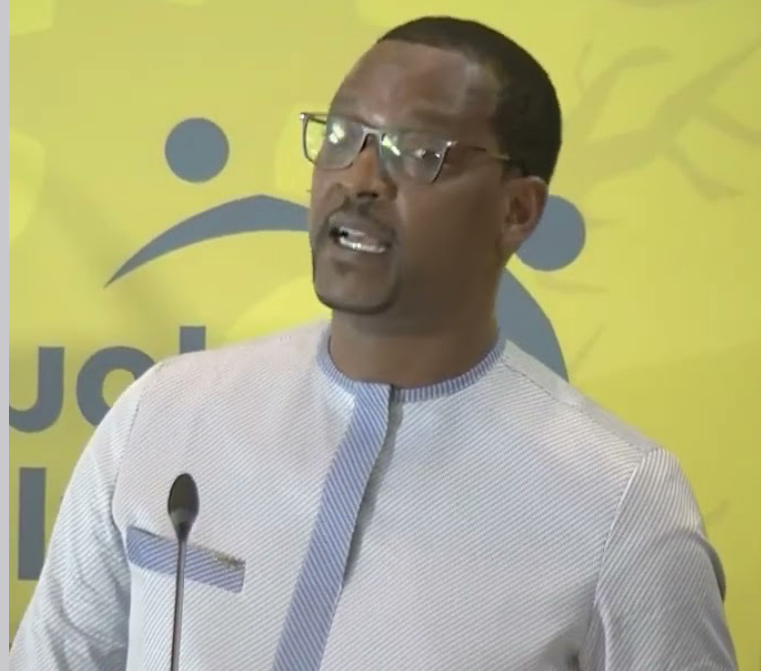
Nous demandons à ce que toutes les infractions qui portent sur la liberté d'expression [la diffamation et autres] soient exclues du champ de la déchéance des droits civiques. Monsieur le Président de la République, je voudrais faire un plaidoyer en faveur de la presse : s'il y a eu un développement d'une conscience citoyenne dans ce pays, c'est grâce à la presse, les partis politiques ayant démissionné de leur rôle d'éducation des citoyens. C'est la presse qui a permis à une conscience citoyenne de se former dans ce pays et qui a permis qu'on ait dans ce pays des élections libres et transparentes. La presse doit être soutenue. Il faut donc aider et accompagner le secteur des médias qui fait face à beaucoup de difficultés. Une presse vibrante et plurielle est le reflet d'une bonne santé démocratique. Nous nous réjouissons des instructions que vous avez données en Conseil des ministres pour poursuivre le dialogue avec les acteurs des médias pour trouver une solution durable.»

Mame Boye DIAO,

Maire de la commune de Kolda

« Nous souhaitons vivement un dialogue des Territoires »

« Notre contribution à cet événement s'articulera autour des attentes fortes des Territoires. Étant délégués de missions de service public dévolues par l'Etat central, nous pensons que le dialogue des Territoires doit être une continuation dans le cadre d'une meilleure approche pour le bénéfice des populations. C'est pourquoi, nous suggérons, dans le cadre de nos rapports avec l'Etat central, que nous puissions parler des Pôles territoires dans une approche mieux élaborée, qui prenne en



compte les spécificités locales.

Il en va de même pour ce qui est des sujets lancinants comme la délimitation des communes chefs-lieux de département, des recettes et des moyens mis à la disposition de ces Collectivités territoriales. Nous souhaitons vivement un dialogue des Territoires, parce que nous sommes la dernière frange d'une politique de décentralisation qui permet, au quotidien, de mieux gérer les préoccupations des Sénégalais. »



**Serigne Cheikh Ahmed
Tidiane SY,**

Représentant des familles religieuses musulmanes

« Un dialogue pour être proactif »

« La religion est une demande sociale au Sénégal. Et c'est pour cette raison qu'il est normal d'impliquer les familles religieuses dans des initiatives de cette envergure.

Le Sénégal est connu comme un pays de dialogue. Certaines défaillances de notre démocratie sont souvent liées à l'absence de dialogue. La rupture du dialogue est quasiment à l'origine des événements douloureux que nous avons vécus ces trois ou quatre dernières années.

Il faut féliciter le Président de la République d'avoir appelé les forces vives de la Nation autour de la table du dialogue pour être proactif. »



Abdoulaye MBAYE Pèkh,

Représentant des Communicateurs traditionnels

Un appel à l'unité et à la cohésion...

« Nous remercions le Président de la République qui a bien voulu nous convier à cette journée importante pour notre Nation.

Nous appelons toutes les Sénégalaises et tous les Sénégalais à l'unité et à la cohésion. Que les conclusions consensuelles issues de ces discussions fassent l'objet d'une application rigoureuse de la part de chaque acteur présent dans la salle.

Nous invitons le Président de la République à faire preuve de dépassement et à rassembler tous les fils de la Nation. »



Ndongo D,
Représentant des acteurs culturels

« Nous proposons un Pacte culturel national »

« Ce que nous portons va bien au-delà du divertissement. Nous sommes des lanceurs d'alerte, des éducateurs populaires, des entrepreneurs culturels, des créateurs de valeur économique et sociale... Nous ne voulons plus être à la périphérie des politiques publiques. Nos espaces de création agonisent. Nos œuvres sont piratées. Notre statut professionnel reste précaire. Malgré tout, nous résistons. Nous demandons une vulgarisation du statut de l'artiste au Sénégal, accompagné de mécanismes concrets de financement, de protection sociale et de reconnaissance dans les instances de décision.

Ce dialogue national est une opportunité, si nous voulons un Sénégal uni. La Culture doit être un pilier central du nouveau contrat social. Nous proposons qu'un Pacte culturel national soit signé entre l'Etat, les artistes et les communautés. Ce Pacte inclurait des Assises nationales de la Culture, un fonds d'innovation culturelle transparent, équitable et accessible. L'intégration de la Culture dans les politiques d'éducation, de développement territorial, de diplomatie et de cohésion sociale. »

Dakar, le 28 mai 2025



Journée du Dialogue National

édition 2025



RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL
PRIMATURE

BIC-GOUV

BUREAU D'INFORMATION ET DE
COMMUNICATION DU GOUVERNEMENT



CONTACT PRESSE :

contact@bic.gouv.sn

